
Justice épiscopale, justice communale. Délits de bourgeois et censures ecclésiastiques à Valenciennes (Hainaut) en 1424-1430

Jean-Marie Cauchies^{1,2}

¹ Académie royale de Belgique

² Cercle archéologique de Mons

Février 2017

Des conflits répétés survenaient jadis entre justices des villes et des évêques, non sans qu'y interfèrent en outre les seigneurs de ces villes. Valenciennes, l'évêque de Cambrai et le comte de Hainaut (en fait, alors, le " mambour " ou gouverneur, Philippe le Bon) sont ici concernés. Les affrontements portent sur l'application des censures, ou sanctions, ecclésiastiques que constituent en particulier l'interdit et l'excommunication frappant individus, collectivités ou lieux. Entre 1424 et 1430 sont survenus à cet égard une série de faits litigieux, connus par une documentation assez exceptionnelle pour l'époque. Des rouleaux de papier, inédits, relatent les cas litigieux et fournissent les arguments contradictoires de la cour épiscopale et des autorités de la ville. En parcourant ces précieux documents, on verra paraître des prêtres exposés sur une charrette et victimes de jets de pierre, un héraut d'armes agressé, un laïc bigame, des " hérétiques " mis à mort, un bourgeois incestueux, une jeune fille séquestrée et rackettée par des mauvais garçons... Le tout culminera au printemps 1430 dans une sentence d'excommunication frappant les prévôt, jurés et échevins de Valenciennes. Un sujet de conférence " pas triste " et plein d' " ambiance ", on le devine...

Quelles qu'en soient la portée, la durée, les conséquences effectives, l'application des censures ecclésiastiques que sont l'interdit et l'excommunication suscitent toujours l'émoi dans la société médiévale au sein d'une communauté locale, urbaine ou villageoise. Lorsqu'une mesure de censure est justifiée par un conflit de juridiction entre église et autorité communale, fût-ce autour d'un incident mineur et isolé ou d'actes répétés jugés attentatoires au personnel ou aux compétences ecclésiastiques, un interdit local frappant l'espace communal en tout ou en partie va souvent de pair avec l'excommunication des membres du Magistrat, tenus pour responsables des motifs mêmes de l'interdit. Les sanctions envisagées ici interviennent donc au premier chef dans les conflits répétés surgissant entre justices des villes et des évêques, non sans qu'y interfère fréquemment un troisième acteur, lui aussi détenteur de pouvoirs judiciaires, à savoir le seigneur d'une ville, roi, prince, sire.

- Les sources de l'étude.

Notre conférencier nous indique de prime abord les cinq sources qu'il a pu consulter pour étayer sa démonstration : 1°. Un rouleau de papier, sans date, émanant du promoteur de la cour épiscopale de Cambrai, contenant un mémoire en dix-huit points, intitulé : " Che sont les articles lesquels li promottes de le court de

Cambray donne et fait contre Valenciennes et en le ville de Valenciennes en le partie ditte diocese de Cambrai perpetréz avoecq protestation de faire proefve s'il sont deniiés et en mieux refourmer ". 2°. Un autre rouleau de papier, aussi sans date, produit par le magistrat (la " loi ") de Valenciennes aux fins de réfuter point par point les griefs du promoteur : " Responsces 82 u claretéz donnees a reverends peres en Dieu monseigneur de Tournay et monseigneur d'Arras par les officiers de le loi de Valenciennes, cascuns de son temps et saison et ces temps et saisons pour desquierque a le ville et bonnes gens sur u contre les articles des impositions dou promoteur de le court de Cambray ". Les faits litigieux sont ici, pour la plus grande satisfaction de l'historien, regroupés chronologiquement, année par année (1424-1428). La conclusion du mémoire est sans ambiguïté : " Et ensi on a esté et est adiez contrariés, sci qu'il samble, sans title u cause vraye ". Ce mémoire a donc été communiqué à deux prélats, les évêques de Tournai et d'Arras, à savoir Jean de Thoisy et Hugues de Cayeu, conseillers du duc de Bourgogne et à ce moment " mambour ", c'est-à-dire régent et gouverneur, du comté de Hainaut, Philippe le Bon. 3°. Un troisième rouleau de papier, derechef sans date, proposant la réplique du promoteur de Cambrai aux réponses fournies par la partie adverse à son propre mémoire, sur " leurz grans et oultrageux excès et delis par eux commis et perpetrés contre la jurisdiction et liberté de l'église ". On retrouve ici encore les dix-huit points du premier document, dans le même ordre, avec pour chacun d'eux examen et réfutation, article par article, des arguments valenciennois, autour des faits précis pour lesquels " prevost, jurés et eschevins de Vallenciennes et tous aultres leurz aydans, confortans,conseillans et favorisans sont excommenié et telz doivent estre declarés et denunciéz tant de droit comme de l'auctorité dez canoniques sanxions ". 4°. Une copie sur papier, collationnée à l'original, de l'acte par lequel l'official de Cambrai prononce la sentence d'excommunication à l'adresse des " coupables ", prévôt, jurés, échevins de Valenciennes et tous leurs suppôts (clerici, scriptores, consules,proconsules), tenus collectivement pour fautores, et ce " contumaciis excessisque, criminibus et delictis et notoriis impedimentis " survenus. Il est daté de Cambrai, du samedi suivant le jour des Cendres en mars 1429 (a. st.), soit le 4 mars 1430 (n. st.). Au dos de cette copie figure un texte raturé, aux allures de minute, énumérant quelques prises de position et arguments de la ville relatifs aux dix-huit points évoqués. 5°. Un document sur papier, sans date ni marque d'authentification, portant au dos la mention suivante : " Les cas principaulx pour lesquelz le cés a esté mis a Valenciennes en l'an XVIII ". Sept points litigieux seulement y sont brièvement évoqués, sans guère apporter d'éléments nouveaux en complément des autres pièces du dossier.

- Les étapes et les motifs des conflits.

Les sources ainsi rassemblées permettent de jalonner les étapes du conflit dont le point d'orgue sera une ex-

communication fulminée le 4 mars 1430 par l'official de l'évêque de Cambrai, contre les édiles de Valenciennes, ville la plus importante du comté du Hainaut à la fin du moyen âge mettant en évidence les relations tumultueuses entre pouvoirs laïcs et ecclésiastiques. Selon notre conférencier l'examen de ces dossiers nous révèlent que le principal motif de friction entre les juridictions ecclésiastiques et laïcs est le refus ou le défaut de livraison d'un délinquant, clerc ou laïc, entre les mains de la justice épiscopale. Sept griefs nous sont livrés à l'examen des dits documents : - Deux prêtres accusés d'avoir agressé un héraut d'armes du duc de Brabant, Jean IV (1415-1427) n'ont été ainsi livrés qu'après exposition ignominieuse sur une charrette et jets de pierre de la populace, au lieu de l'être sans retard et sans outrages. - Le meurtrier d'un religieux de Tournai a été poursuivi et ses biens saisis et mis sous séquestre au profit de l'ordinaire, sans que la ville en retienne rien, mais il s'est enfui, ce que conteste le promoteur, qui en dénonce la présence persistante à Valenciennes, en toute liberté. - Si un laïc bigame n'a pas été livré, c'est parce qu'il n'a été ni arrêté pour ce motif – mais bien pour vol – ni réclamé par l'officialité – sans quoi on y eût donné suite. - Cinq " hérétiques " n'ayant pas été confiés à sa cour, l'évêque de Cambrai a dû effectuer lui-même un déplacement à Valenciennes, à ses frais ; justice fut alors rendue et les coupables exécutés. - Un prêtre inculpé pour vol aurait bien été emprisonné et condamné à une amende mais ensuite relâché, sans transfert entre les mains du doyen de chrétienté. - Un bourgeois incestueux, saisi au corps par la justice communale à la requête de la justice épiscopale, a été tout bonnement relâché, lui aussi. - Enfin, un prêtre mis en prison pour avoir agressé un notable n'a pas été livré conformément aux usages en vigueur. Le deuxième motif de contestation de la justice ecclésiastique faite à la ville est la compétence que celle-ci s'est arrogée de séquestrer les biens meubles des prêtres pour acquitter leurs dettes et satisfaire des créanciers. Des documents consultés par notre conférencier, il appert qu'à trois reprises, interdit et/ou excommunication sont évoqués autour d'injures, coups et blessures infligés à des ecclésiastiques. Les violences à l'égard de clercs comptent au nombre des causes les plus productives de censures canoniques. Notre conférencier illustre son propos par un cas d'interdit rocambolesque justifié par une violation du droit d'asile : " Après l'avoir séquestrée et rackettée, huit mauvais garçons tentent d'emmener avec eux une jeune fille, laquelle parvient à prendre la fuite et à se réfugier dans une église pendant un office. Ses poursuivants s'efforçant de l'en faire sortir, un attroupement se forme et on recourt à la force publique. à leur tour en fuite, sept des agresseurs sont arrêtés en ville, le huitième, selon le promoteur, ayant été indûment – droit d'asile oblige – appréhendé dans le cimetière voisin de l'église. Le magistrat conteste la réalité de ce dernier fait mais ne manque pas de souligner que cela n'eût pas été mal agir, vu la gravité du cas : " car le delit aroit estet et fu sacrilège et en enf-

fraindant le juridiction del église et tiere sainte ne puet ne doit tel pekiet u enormité quelquement afrancquir ”. Une justice exemplaire n’est-elle pas avant toute chose nécessaire ? à deux reprises, le mot terrible d’“ hérésie ” apparaît dans les documents produits. Un troisième grief est formulé par la justice ecclésiastique contre les décisions des autorités locales, c’est celui du refus de payer des dîmes – une troisième matière, avec les dettes des prêtres et les testaments, qui sera au cœur des affrontements entre juridictions laïque princière et ecclésiastique en Hainaut – : non, rétorque la partie valenciennoise, il ne s’agit en rien d’une opposition de principe à cette redevance, mais de réticences devant l’imposition de terres de peu de rapport, conjointement – accusation derechef jugée diffamatoire à Cambrai ! – à des pratiques lucratives du clergé en matière de sépulture (“ terre sainte ”) et de sacrements.

- L’argumentation des autorités en conflit.

Notre conférencier après l’exposition des faits s’interroge, au-delà des épisodes particuliers narrés, sur les motivations générales ou spéciales formulées dans leurs argumentations et leurs prises de position par les autorités en litige. Face à des reproches qui lui sont adressés, le magistrat valenciennois pose explicitement la question que voici : s’agit-il ou non d’un “ cas de nouvelleté ” ? à propos des prêtres menés en charrette (“ sur beniaux ”), mesure infamante s’il en est, on souligne que la pratique ne doit pas surprendre, “ ce n’est point cas de nouvelleté car de loing temps a on y a bien mené aultres prestres ”, et tem, se les prestres sont prestres, se ne sont point pour chou leurs biens prestres ” ! N’est-ce pas une condition impérative pour une ville de mériter le nom de “ ville de loi ” : “ ville ne doit point yestre nommee ville de loi se elle ne congnoist de chou de desoubz li ” ? Par contre, la même autorité conteste l’existence (“ on ne scet point ne n’a oy parler ”...) et l’enregistrement d’un texte normatif que lui attribue le promoteur, qui défendrait sous peine d’amende l’exécution dans sa ville de mandements de la cour épiscopale ; certes existe-t-il un ban déjà ancien interdisant à tout habitant de recourir à une autre justice pour obtenir le paiement d’un dû, ce qui amène le défenseur des prérogatives de l’official à écrire que c’est bien celui-ci qui est implicitement visé. à propos de “ mettre main a biens de clerc ne de prestre ”. Un certain nombre de cas répertoriés ayant entraîné des censures, les documents émanés de la cour épiscopale traduisent à plus d’une reprise le souci de les fonder qu’il faut tenir compte que “ leur fait estoient si enorme et villain contre honneur de prestrage ” : n’ont-ils pas en effet arraché du tabard d’un héraut puis jeté à terre et foulé aux pieds un écusson aux armes du duc de Brabant, “ en despitant le prince et se signourie ” ? Vendre des biens de prêtres n’est pas davantage “ cas de nouvelleté mais cose de si loing temps usee qu’il n’est memore dou contraire ”, les compétences de la ville en matière “ de tous les biens de desoubz li ” étant fixée par le droit en usage. Pour notre conférencier les études déjà menées sur les relations entre juridictions

laïques et ecclésiastiques en Hainaut, comme d’ailleurs dans des principautés voisines (Brabant, Hollande), au XVe siècle démontrent à suffisance que le prince territorial, en l’occurrence le duc de Bourgogne, ne demeure pas purement et simplement au balcon lorsque s’affrontent, tout comme ici, clergé et bourgeois. Les années durant lesquelles se sont produits les faits relatés précédent et couvrent les débuts de la régence assurée par Philippe le Bon, de 1427 à 1433. Plus tard, sa médiation sera bienvenue dans plus d’un conflit et le Magistrat d’une ville frappée par l’interdit, lui-même subissant de concert le poids de l’excommunication de ses membres, ne devra pas hésiter à y avoir recours. Il est donc légitime de s’interroger sur la place dévolue dans le cours des événements à l’autorité temporelle par excellence du pays. Elle demeure à vrai dire restreinte. L’incident mettant en scène un héraut d’armes a été rapporté. Il s’est déroulé en 1425 et l’injure faite en s’en prenant à l’écusson du tabard visait le maître du héraut, à savoir le duc de Brabant, Jean IV, cousin germain du duc de Bourgogne, exerce en effet alors des prérogatives de “ bail ” dans un comté qui appartient en fait à son épouse Jacqueline de Bavière, avec laquelle il est en conflit ouvert. Dans cette lutte intestine, Valenciennes “ tient ” pour Jean ; on comprend donc la fureur mal contenue des habitants du lieu à l’égard des deux prêtres coupables de l’outrage, fût-ce par attachement sincère, fût-ce par crainte de représailles de la part du Brabançon. Quand, l’année suivante, l’officialité proteste contre le maire de la ville, qui, quoique excommunié, continue à convoquer la “ loi ”, celle-ci rétorque que la question est du ressort du prince puisque c’est lui qui baille commission au maire : “ ossi le signourie et loi en ce cas toucque a monseigneur... ” Bref, dans les écrits consultés par le conférencier on évoque un pouvoir temporel certes mal assis, compte tenu des circonstances politiques. On ne le voit pas intervenir, directement et ouvertement en tout cas. Il en ira autrement dans l’avenir. Mais Jean IV sera mort et Philippe le Bon tiendra mieux les rênes en mains. La sentence d’excommunication frappant les prévôt, jurés et échevins de Valenciennes en charge au printemps 1430 ne fait état de griefs qu’en termes généraux : contumaciae (obstinations), excessus (abus de pouvoir), crimina(fautes), delicta (péchés), impedimenta (entraves, en l’occurrence à la juridiction ecclésiastique). L’official prescrit la publication (palam et publice) de la lettre par voies orale et d’affichage : “ presens nostrum mandatum et omnia contenta ineodem in facie ecclesiarum predictarum locisque et ad valvas prenotatas veras copias presentium (...) affigendas et affixas ”. Tout le clergé du diocèse de Cambrai en donnera notification (denunciatio) en chaire à toutes les messes, jusqu’à commandement contraire. Faute de sources complémentaires, Jean-Marie Cauchies n’est pas en mesure de nous informer des effets sociaux produits en ville par ce chapelet de mesures coercitives et répressives mais on en devine pour M. Cauchies les inconvénients. La perturbation des



FIGURE 1 – *Philippe le bon Musée des Beaux-Arts de Dijon*

Compte-rendu effectué par M Richez à partir de larges extraits du document transmis par M. Jean-Marie Cauchies.

offices et de la dispensation des sacrements ne restait pas la seule en pareil cas. L'ordre public, les activités professionnelles, le négoce pouvaient subir aussi leur lot de retombées. Rivalités et rancœurs resurgissaient alors, des édiles excommuniés, jugés ainsi peu fréquentables, étaient susceptibles de se heurter à la défiance et aux reproches de leurs administrés. Les membres du clergé se voyaient placés dans une situation délicate, tiraillés entre l'obéissance due à leurs supérieurs et la convivialité qu'il souhaitaient entretenir avec ceux dont ils avaient la charge spirituelle. Le caractère parfois aigu des conflits pouvait résulter du fait que les dirigeants laïcs, officiers du prince et magistrats communaux, avaient tendance à considérer toute censure ecclésiastique prononcée contre eux comme un empiétement du chef de son initiateur. Les occasions de heurts étant fréquentes et répétées, des historiens ont estimé que vivre sous le coup d'un interdit s'assimilait dans certaines villes à une situation (presque) normale. Dans ce cas, les effets réels devaient s'en trouver amortis. Notre conférencier ne pouvant aller plus avant dans son analyse des documents mis à sa disposition nous indique en conclusion que le 27 mars 1430, Philippe le Bon devait encourager la ville de Valenciennes à "faire appointement". En cas d'échec, ajoute le duc de Bourgogne, médiateur en l'espèce, il faudra bien "procéder par le moyen de justice". Les interdits feront l'objet, avec nombre d'autres points litigieux, de l'édit et concordat promulgué près de vingt ans plus tard par ce prince pour le Hainaut (29 novembre 1449). Trois articles y seront consacrés, sans pour autant, on le devine, écarter à l'avenir tout affrontement autour du "cés".